

*Ayant adopté* la résolution A ci-dessus,

*Tenant compte* des diverses recommandations contenues dans le rapport du Cycle d'études sur l'apartheid<sup>3</sup>, organisé au titre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme,

*Notant* que toutes les recommandations de l'Assemblée générale sur l'apartheid ont été jusqu'à présent méconnues par le Gouvernement sud-africain et les autorités de la Rhodésie du Sud,

*Convaincue* plus que jamais que l'apartheid pratiqué en Afrique du Sud constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

1. *Fait appel* au Conseil de sécurité pour qu'il prenne d'urgence des mesures efficaces en vue d'extirper l'apartheid de l'Afrique du Sud et des autres territoires adjacents;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Conseil de sécurité toutes les résolutions que l'Assemblée générale a adoptées sur la question de l'apartheid lors de la présente session et aux sessions antérieures, ainsi que tous les rapports qui existent à ce sujet.

1452<sup>e</sup> séance plénière,  
26 octobre 1966.

### 2197 (XXI). Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>4</sup> et entendu sa déclaration<sup>5</sup>,

*Prenant note* des progrès accomplis, dans tous les pays du monde où s'exerce l'action du Haut Commissariat, dans le domaine de la protection internationale des réfugiés et de la recherche de solutions permanentes à leurs problèmes par le rapatriement librement consenti, l'intégration volontaire dans les pays d'asile ou la réinstallation dans d'autres pays,

*Considérant* le nombre et l'importance actuellement croissants des problèmes de réfugiés en Afrique et dans d'autres régions du monde et les obligations supplémentaires qui résultent pour le Haut Commissaire de l'extension de ses activités à de nouveaux pays, pour la plupart en voie de développement,

*Rappelant* sa résolution 2040 (XX) du 7 décembre 1965, qui est plus spécialement consacrée à l'assistance en faveur des réfugiés en Afrique,

*Notant avec inquiétude* la grave crise financière qui affecte actuellement le programme d'assistance du Haut Commissaire,

1. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de continuer d'assurer la protection internationale des réfugiés dont il est habilité à s'occuper, dans le cadre de ses compétences, et de promouvoir des solutions permanentes à leurs problèmes:

a) En facilitant leur rapatriement librement consenti par toute démarche qu'il jugerait opportune et conforme au caractère humanitaire de son mandat;

b) En facilitant l'établissement volontaire et rapide de ces réfugiés dans les pays d'accueil et en fournissant à ces pays, surtout s'il s'agit de pays en voie de développement, une aide maximum, compte tenu des impératifs particuliers auxquels chacun d'entre eux doit faire face;

<sup>4</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 11 (A/6311/Rev.1), et Supplément n° 11 A (A/6311/Rev.1/Add.1).

<sup>5</sup> Ibid., vingt et unième session, Troisième Commission, 1447<sup>e</sup> séance, par. 1 à 22.

c) En s'assurant que, dans les pays en voie de développement, les plans d'intégration économique et sociale des réfugiés, en attendant d'être inclus si possible dans les programmes de développement économique et social mis en œuvre par les organes compétents et les institutions spécialisées des Nations Unies, sont convenablement coordonnés avec lesdits programmes de même qu'avec ceux qui pourraient être mis en œuvre par les organisations régionales;

2. *Prie* les organes compétents et les institutions spécialisées des Nations Unies de prendre en considération, à la demande des gouvernements intéressés, les besoins des réfugiés lors de l'examen de plans de développement;

3. *Invite* les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées à accorder tout l'appui possible au Haut Commissaire dans l'accomplissement de sa tâche humanitaire et à mettre à sa disposition les moyens financiers nécessaires à la réalisation de son programme d'assistance.

1495<sup>e</sup> séance plénière,  
16 décembre 1966.

### 2198 (XXI). Protocole relatif au statut des réfugiés

*L'Assemblée générale,*

*Considérant* que la Convention relative au statut des réfugiés signée à Genève le 28 juillet 1951<sup>6</sup> ne s'applique qu'aux personnes qui sont devenues des réfugiés par suite d'événements survenus avant le 1<sup>er</sup> janvier 1951,

*Considérant* que de nouvelles catégories de réfugiés sont apparues depuis que la Convention a été adoptée et que, de ce fait, lesdits réfugiés peuvent ne pas être admis au bénéfice de la Convention,

*Considérant* qu'il est souhaitable que le même statut s'applique à tous les réfugiés couverts par la définition donnée dans la Convention, sans qu'il soit tenu compte de la date limite du 1<sup>er</sup> janvier 1951,

*Prenant note* de la recommandation du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>7</sup>, tendant à ce que le projet de protocole relatif au statut des réfugiés soit présenté à l'Assemblée générale, après examen par le Conseil économique et social, afin que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies puisse être autorisé à ouvrir le protocole à l'adhésion des gouvernements dans les meilleurs délais,

*Considérant* que, par sa résolution 1186 (XLI) du 18 novembre 1966, le Conseil économique et social a pris note avec approbation du projet de protocole<sup>8</sup> figurant dans l'additif au rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et ayant trait aux mesures propres à élargir la portée de la Convention en ce qui concerne les personnes auxquelles elle s'applique, et a transmis l'additif à l'Assemblée générale,

1. *Prend acte* du Protocole relatif au statut des réfugiés dont le texte<sup>9</sup> figure dans l'additif au rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

<sup>6</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, 1954, n° 2545.

<sup>7</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 11 A (A/6311/Rev.1/Add.1), deuxième partie, par. 38.

<sup>8</sup> Ibid., première partie, par. 2.